

# Le terrorisme islamiste en Algérie : des premières cellules clandestines à l'Organisation d'Al-Qaïda au Pays du Maghreb Islamique

الإرهاب الإسلامي في الجزائر: من الخلايا السرية الأولى إلى تنظيم القاعدة في بلاد المغرب الإسلامي

Hamiti Sid-Ali

Faculté des sciences politiques et relations internationales

University Of Algiers 3

[hamiti.sidali@univ-alger3.dz](mailto:hamiti.sidali@univ-alger3.dz)

Date de soumission :29/03/2021

Date d'acceptation :29/03/2021

## **Résumé :**

Contrairement à certaines idées reçues et thèses défendues qui imputeraient la violence terroriste en Algérie à l'arrêt du processus électoral de janvier 1992, et à la dissolution du Front Islamique du Salut,<sup>(1)</sup> le parti islamiste qui avait remporté le premier tour de ces élections, un examen objectif des faits historiques révèle que cette violence terroriste trouve sa genèse bien avant cette date et ces deux événements. En effet, l'Algérie connaîtra vers la fin des années 70, la naissance de la première entité terroriste, le Mouvement Islamique Armé, qui s'est traduite sur le terrain par la prolifération des logiques de violence et l'apparition par la suite d'autres groupes terroristes, dont le Groupe Islamique Armé (GIA), l'Armée Islamique du Salut (AIS) ou encore le Groupe Salafiste pour la prédication et le Combat (GSPC). Ce dernier, et à la faveur de plusieurs facteurs, a réussi à fédérer l'ensemble des groupes opérant en Algérie, avant de prêter allégeance au courant de l'année 2006 à Al-Qaïda, pour devenir sa branche Maghrébine sous l'appellation d'Al-Qaïda au pays du Maghreb Islamique, plus connue sous l'acronyme d'AQMI.

Le présent article s'attellera à mettre la lumière sur les différentes étapes qu'a connues le terrorisme islamiste en Algérie, et les facteurs ayant influencé son évolution, depuis l'apparition des premières cellules clandestines jusqu'à la naissance de l'Organisation d'Al-Qaïda au Pays du Maghreb Islamique qui a constitué le couronnement de la logique de transnationalisation de cette mouvance terroriste.

**Mots clés : Terrorisme ; Islamisme ; Al-Qaïda ; AQMI**

---

\* Auteur correspondant : Hamiti Sid-Ali, Email: [hamiti.sidali@univ-alger3.dz](mailto:hamiti.sidali@univ-alger3.dz)

1. Parmi les auteurs ayant défendu cette thèse, nous pouvons citer : Abderrahim LAMCHICHI, «Islamisme et violence politique», *Confluences*, n°20, Hiver 1996-1997, pp. 9-20 ; Myriam AÏT-AOUDIA, «La naissance du Front Islamique du Salut : une politisation conflictuelle (1988-1989)», *Critique internationale*, n°30, janvier-mars 2006, pp. 129-144 ; Luis MARTINEZ, «Les causes de l'islamisme en Algérie», Centre des Etudes en Relations Internationales, *Alternatives internationales*, janvier 2000. <https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01064873/document> [Consulté le 17 septembre 2020].

**المخلص :**

عكس بعض الأحكام القيمية التي تربط ظهور العنف الإرهابي في الجزائر بتوقيف المسار الانتخابي في جانفي 1992 وحل الجبهة الإسلامية للإنقاذ، الحزب الفائز في الدور الأول من الانتخابات، فإن التحليل الموضوعي للأحداث التاريخية يظهر أن أصول هذا العنف تعود إلى فترة سابقة وبالضبط إلى سبعينيات القرن الماضي التي عرفت ميلاد أول كيان إرهابي وهو الحركة الإسلامية المسلحة (MIA) التي تبنت منطق العنف، والذي تلاه ظهور جماعات إرهابية أخرى كالجماعة الإسلامية المسلحة (GIA)، الجيش الإسلامي للإنقاذ (AIS) أو الجماعة السلفية للدعوة والقتال (GSPC). هذه الأخيرة التي نجحت في توحيد مجموع الجماعات الناشطة في الجزائر، قبل أن تعلن ولاءها، خلال سنة 2006، لتنظيم القاعدة، لتصبح بذلك فرعها المغربي تحت تسمية القاعدة في بلاد المغرب الإسلامي.

يهدف هذا المقال إلى تسليط الضوء على المراحل المختلفة التي عرفها الإرهاب الإسلامي في الجزائر، والعوامل التي أثرت على تطوره، من ظهور أولى الخلايا السرية إلى ميلاد تنظيم القاعدة في بلاد المغرب الإسلامي الذي توج المسار العابر للحدود لهذه الحركة الإرهابية. الكلمات المفتاحية: الإرهاب، الإسلامية، القاعدة، القاعدة في بلاد المغرب الإسلامي.

**Introduction :**

Les choix socio-économiques et politiques de l'Algérie, après l'indépendance et principalement après l'adoption, par le Président Chadli Bendjedid, d'une politique de libéralisation, ont généré des conditions favorables à l'émergence d'une vague de contestation populaire et le besoin d'un changement absolu, radical et immédiat.

Cette exigence de changement a été le fait des groupes sociaux et/ou de classes sociales, qui se sont sentis exclus du partage du Pouvoir, de l'Avoir et/ou du Savoir, qui se faisait dans une large mesure en fonction de la légitimité révolutionnaire. Commence ainsi l'étape de vulnérabilité au sein de la société algérienne, où se superposent les lignes de clivage culturel (ethnique, religieux, linguistique) aux lignes de clivages socio-économiques et politiques, d'où l'apparition de deux blocs sociaux distincts et antagonistes. Cette vague de contestation a été récupérée par les islamistes et leurs élites, qui ont réussi à dresser les masses contre les pouvoirs locaux, amorcer une charge de violence et permettre l'achèvement du processus de radicalisation, avec le passage à l'acte.

**1. La naissance de la mouvance islamiste en Algérie :**

Afin de mieux comprendre le phénomène terroriste en Algérie, ses mécanismes et les facteurs ayant favorisé son éclosion, son évolution et sa transnationalisation avec l'apparition d'AQMI, il convient de revenir à sa matrice idéologique qui est l'islamisme et d'étudier le rôle et la place de l'Islam dans l'Histoire de l'Algérie, ainsi que la portée de la mouvance islamiste et sa radicalisation.

### **1.1. L'Islam en Algérie durant la période coloniale :**

L'islam a fait son apparition en Afrique en l'an 670 de l'ère chrétienne, quand Okba Ibn Nafae, à la tête des premiers contingents arabes a entrepris ses conquêtes. En moins de 40 ans, l'islam s'est répandu en Afrique et les peuples du Maghreb central ont adopté, par la suite, ses différentes expressions doctrinales, qui sont : le sunnisme, l'ibadisme et le chiisme.<sup>(1)</sup> Toutefois, le sunnisme reste le courant dominant de l'islam en Algérie, et le rite malekite constitue son référent national.

Véçu d'abord comme l'expression d'une foi intériorisée établissant une relation particulière du croyant envers Dieu, l'islam est également un code moral, éthique, religieux et culturel, qui règlemente les relations sociales et culturelles entre les croyants d'une même communauté.<sup>(2)</sup>

Dépossédé de sa terre, dépersonnalisé et privé des lieux de scolarisation, l'Algérien va trouver dans les écoles coraniques et les Zaouïas, non seulement un lieu de socialisation, mais également un espace-refuge de ressourcement religieux et d'affirmation identitaire. Il n'en demeure pas moins que beaucoup de coutumes et de rites considérés comme hétérodoxes (culte des saints, maraboutisme...) étaient pratiqués par la population, sans toutefois être condamnés par les savants. En réaction à cette situation qualifiée par certains Ulémas de décadente par rapport à la conception de la pratique religieuse, est né, en 1931, un mouvement réformiste, qui s'est cristallisé autour de l'association des Ulémas algériens, fondée par l'Imam Abdelhamid Ibn Badis (1889-1940). Cette association, qui préconisait un retour aux sources de l'islam, était en réalité, la première expression de la Salafiya en Algérie, tout en se présentant comme étant une organisation religieuse apolitique.<sup>(3)</sup>

C'est durant la période de la colonisation française, que la langue, la religion, ainsi que le sentiment d'appartenance communautaire, sont devenus les traits distinctifs de l'Algérien et les facteurs constitutifs de son identité nationale.<sup>(4)</sup>

### **1.2. L'Islam durant la guerre de libération nationale :**

Certains historiens algériens n'hésitent pas à attribuer une connotation exclusivement religieuse à la guerre de libération nationale. C'est le cas notamment de Mohamed Guentari<sup>(5)</sup> qui souligne que la religion musulmane agissait dans les esprits, les cœurs et les pratiques des militants et combattants algériens. Il ajoute également que le point principal du déclenchement de la révolution algérienne était le Djihad, la guerre sainte pour Dieu et pour la patrie.

---

1. Salih BENKOBBI, **L'Algérie dans tous ses états**, Alger : Casbah Editions, 2009, p. 179.

2. Djamila AZINE & Abdelhamid BOUMEZBAR, **L'Islamisme algérien, de la genèse au terrorisme**, Alger : Chihab Editions, 2002, p. 21.

3. Ali MERAD, **Le réformisme musulman en Algérie de 1925 à 1940**, Paris : Les éditions Mouton, 1967, p. 125.

4. Mohamed HARBI, **1954, La guerre commence en Algérie**, Les éditions Barzakh, Alger, 2009, p. 101.

5. Mohamed GUENTARI, **Organisation politico-administrative et militaire de la révolution algérienne de 1954 à 1962**, 2ème vol, Alger : Office des Publications Universitaires, 1994, p. 202.

Pour sa part, Salih Benkobbi<sup>(1)</sup> précise que l'œuvre d'éducation morale et religieuse des Ulémas algériens, conjuguée à l'endoctrinement politique fortement imprégné des valeurs religieuses, entrepris en direction des masses par les partis nationalistes ont indéniablement accéléré le passage des revendications populaires, du stade politique à celui de la lutte armée en donnant à la révolution algérienne de novembre 1954, sa connotation religieuse.

La réévaluation du facteur religieux dans l'analyse du nationalisme algérien a été effectuée, notamment, par Mohamed Harbi qui distingue principalement la variante culturaliste de l'Imam Abdelhamid Ibn Badis, de l'islamo-nationalisme de Messali Hadj, qui inscrivent cependant tous deux leur action dans la perspective de restaurer une société musulmane.<sup>(2)</sup> En somme, le mouvement nationaliste algérien a mobilisé l'Islam, élément fédérateur de la nation algérienne, comme facteur de résistance au colonialisme, sans pour autant considérer la guerre de libération comme une guerre de religion. Toutefois, dans la conscience collective du peuple algérien, et même dans la pratique, la guerre de libération nationale avait une connotation sacrée, dans le sens où elle a été perçue comme une guerre sainte.

### **1.3. Le champ religieux en Algérie après l'indépendance :**

Au lendemain de l'indépendance nationale, la mouvance islamiste était essentiellement représentée par l'association "Les valeurs Islamiques" (*El-Qiyam El-Islamiya*/القيـم الإسلامـية), créée en 1963 par Hachemi Tidjani (diplômé en sciences humaines de l'université de Bordeaux/France) qui deviendra son président. Ses références idéologiques sont les œuvres de Hassan Al-Benna,<sup>(3)</sup> Sayid Qotb<sup>(4)</sup> et Abou El-Aala Al-Mawdoudi.<sup>(5)</sup>

Cette association, dont le champ d'action était focalisé en milieu étudiant, avait pour membres fondateurs des personnalités religieuses telles qu'Ahmed Sahnoun, Abdelatif Soltani, Mesbah Houidek, Abassi Madani et Omar Larbaoui, qui joueront par la suite un rôle capital dans la constitution et le développement du mouvement islamiste, dans sa version la plus extrémiste.

L'association "El-Qiyam El-Islamiya" se présentait comme un instrument de restauration des valeurs authentiques de l'Islam. Elle préconise une politique islamique tirée de la révélation divine et envisage la formation d'un Etat unique, fondé sur les préceptes de l'Islam. L'association "El-Qiyam El-Islamiya" sera dissoute en 1966, suite à sa position virulente prise à l'égard des autorités égyptiennes après la mort en prison de Sayid Qotb, en décembre de la même année.

---

1. BENKOBBI, op.cit., p. 206.

2. Mohamed HARBI, **Repenser le nationalisme algérien**, Mélanges Charles-Robert AGERON, études réunies et préfacées par Abdeljelil TEMIMI, Tome 2, Tunisie : Les éditions Ftersi, 1996, pp. 571-577.

3. Hassan Al-Benna est le fondateur en 1928 à Ismaïliya en Egypte, de la Confrérie des Frères Muslman.

4. Sayid Qotb est un idéologue égyptien ayant rejoint la confrérie des Frères musulmans en 1953 et propagea une conception de l'Islam politique des plus fondamentalistes.

5. Abou El-Aala Al-Mawdoudi est un idéologue indo-pakistanaï, fondateur en 1941 au Pakistan, du parti politique dénommé la Djamaâ Islamiya appelant à l'instauration d'un Etat islamique basé sur la Chari'a.

Par ailleurs, l'Etat algérien avait exprimé sa volonté d'islamiser la société par le haut, et le Ministère des Affaires Religieuses s'est vu confier, conformément au décret du 9 février 1980, la tâche d'expliquer et de diffuser les principes socialistes contenus dans la justice sociale, qui constitue l'un des éléments essentiels de l'Islam.

Durant les vingt années qui suivirent l'indépendance, la religion sera utilisée comme instrument, pour contenir une possible progression des courants laïcs et démocratiques, et surtout, comme moyen de légitimation du pouvoir, du moment que l'Etat algérien ne détenait pas une légitimité religieuse, mais puisait sa légitimité de l'histoire de la guerre de libération nationale.

L'Etat supervise la construction de plusieurs mosquées, dont le nombre s'élevait à près de 6.000 en 1982. Cet accroissement du nombre des mosquées suscite des besoins accrus en fonctionnaires du culte, et devant le déficit enregistré dans ce secteur, les imams libres, appartenant à divers courants, profitent de cette occasion pour investir le champ religieux et accomplir leur mission de prédication, selon leur propre idéologie. Ils appartiennent à divers courants, notamment à celui des Ulémas traditionnels avec Mohamed Sahnoun, celui des anciens membres de l'association dissoute "El-Qiyam El-Islamiya", tels Abdelatif Soltani et Omar Larbaoui, ou encore de la tendance issue du Moyen-Orient liée à l'Association des Frères musulmans, tels Mahfoudh Nahnah.

#### **1.4. La radicalisation de la mouvance islamiste :**

Après la dissolution de l'association "El-Qiyam El-Islamiya", d'autres courants islamistes verront le jour et mettront à profit les querelles linguistiques. L'adoption par le président de la République de l'époque Houari Boumediene, d'une politique d'arabisation de l'enseignement avait favorisé la percée du courant arabophone, et les étudiants arabisés prêteront une oreille attentive aux revendications qui valorisaient la culture arabo-musulmane. L'arabisation durcit les oppositions entre les élites arabophones et celles francophones, et à la bataille pour l'arabisation se superposait celle de l'Islamisme. En réalité, ce n'est pas l'arabisation en elle-même qui a généré l'islamisme, mais plutôt l'esprit politico-idéologique mis en œuvre en matière de formation et d'éducation qui en a constitué l'élément déclencheur.<sup>(1)</sup>

Ainsi, l'Algérie connaîtra l'arrivée massive d'enseignants égyptiens, due en partie aux bonnes relations qu'entretenait le Président algérien de l'époque avec le régime de Djamel Abdel Nasser. Cet afflux d'Egyptiens était, en fait, profitable à trois parties. En premier, au régime d'Abdel Nasser qui voyait en cette opportunité la possibilité de se débarrasser d'une partie de ses opposants islamistes ayant réussi à infiltrer les appareils de l'Etat. En deuxième, à la confrérie des Frères musulmans qui a trouvé l'occasion d'envoyer certains de ses membres en Algérie, pour propager leur idéologie et leur éviter une répression quasi systématique en Egypte. En troisième, à l'Etat algérien qui a réussi à combler le déficit enregistré en matière d'enseignants arabisés et ce, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique d'arabisation.

Ainsi, les Frères musulmans du Moyen-Orient, rompus à l'activisme politique, investiront tous les espaces disponibles. Les écoles, les mosquées, les conférences et les rencontres privées serviront de matrice pour la propagation de leur idéologie, en

---

1. AZINE et BOUMEZBAR, op.cit., pp. 39-40.

fournissant les contingents de militants que l'on retrouvera, par la suite, dans la mouvance islamiste radicalisée.

Ce n'est qu'à partir de 1971, année de la promulgation de la Charte de la Révolution agraire, que le mouvement islamiste se manifeste publiquement, par la confection et la distribution de tracts, cassettes audio et Fatawa condamnant la politique de l'Etat. La tension s'intensifie une deuxième fois, au courant de l'année 1976, lors de la promulgation de la Charte nationale, qui écarte toute possibilité d'instauration d'un Etat islamique. Cette situation a donné naissance à des segments radicalisés de la mouvance islamiste qui a fait de la violence l'axe central de ses actions futures. C'est le passage de l'étape de la prédication à celle de l'action.

Les premières violences s'inscrivaient, au début, dans un cadre strictement moral et éthique (descentes et fermeture des débits de boissons alcoolisées, moralisation des jeunes contre la mixité, l'interdiction de la cigarette, l'obligation du port du voile...) ; elles seront motivées par la suite, par des considérations d'ordre politique. C'est ainsi que la politique de réislamisation par le bas fut abandonnée, laissant ainsi place à une option de confrontation directe avec le régime, indiquant la percée des idées et des thèses les plus radicales<sup>(1)</sup>.

D'autres évènements ont, également, contribué à l'émergence du mouvement islamiste, à sa radicalisation et à son choix pour la solution armée, à savoir :<sup>(2)</sup>

- Au plan national, avec la chute brutale des prix des hydrocarbures, la remise en cause, par le nouveau Président algérien Chadli Bendjedid de l'orientation socialiste en lui substituant une politique de libéralisation ; l'instrumentalisation de la mouvance islamiste contre les opposants de sa politique présents dans les appareils d'Etat, notamment dans le parti FLN, dans les organisations de masse et celles de gauche ; et enfin, le sentiment de marginalisation nourri par une frange de la population, qui s'est sentie exclue du partage du Pouvoir, de l'Avoir et du Savoir, qui se faisait, dans une large mesure, en fonction de la légitimité révolutionnaire dont se prévalait le pouvoir.
- Dans le monde arabe, avec le traité de paix israélo-égyptien en mars 1979, l'attaque de la grande mosquée de la Mecque en novembre de la même année, l'assassinat du Président Anouar Sadat en octobre 1981, le massacre de Hama perpétré par le Président syrien Hafidh El-Assad en février 1982, et l'invasion de Beyrouth par l'armée Israélienne en septembre de la même année.
- Au plan international, avec la révolution iranienne en février 1979, l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques en décembre 1979, le conflit Iraq/Iran en septembre 1980 et la crise dans les pays socialistes avec le reflux de la gauche.

---

1. Au courant du mois d'avril 1981, des manifestations d'islamistes ont eu lieu à Sidi Bel-Abbès, suite à l'arrestation d'un jeune Imam, prénommé Athmane. Ces manifestations ont vite dégénéré en affrontements avec les forces de l'ordre. Quelques mois plus tard (octobre 1981), un policier, Abdelkader Chenini a été poignardé à Laghouat, lors d'affrontements entre les forces de l'ordre et une trentaine d'islamistes, sous la houlette de Saïd Bensayah (un ancien étudiant de l'université d'Alger), qui s'est retranché par la suite dans une mosquée de la ville. AZINE et BOUMEZBER, op.cit., p. 61.

2. Lies BOUKRA, **Algérie, la terre sacrée**, Paris : Edition Favra, 2002, pp. 197-198.

Durant cette même période, plusieurs groupuscules islamistes se sont constitués autour de membres partageant une idéologie commune, celle de la violence, plutôt qu'un désir de rattachement à une organisation structurée et centralisée.

## **2. Le passage à l'acte et la proclamation du "Djihad" :**

En l'absence de mécanismes de résolution pacifique des conflits permettant l'apaisement de la vague de contestation populaire récupérée par la mouvance islamiste, le passage à l'acte et le recours à la violence ont constitué l'ultime étape du processus de radicalisation. L'Algérie connaîtra alors, l'apparition de la première entité terroriste dénommée le Mouvement Islamique Armé, plus connu sous l'acronyme du MIA.

### **2.1. La naissance du Mouvement Islamique Armé :**

Malgré les divergences d'opinions sur la date exacte de l'apparition de la première organisation terroriste en Algérie, qui se situe néanmoins, vers la fin des années 70, les différents ouvrages consultés<sup>(1)</sup> s'accordent, à en attribuer la paternité à Mustapha Bouyali, qui donna naissance au Mouvement Islamique Armé.

Mustapha Bouyali a été radicalisé dans une mosquée à Al-Achour dans la banlieue d'Alger et forma dans un premier temps un groupuscule censé rétablir certaines valeurs et une éthique que la société algérienne aurait perdues-selon sa perception-en organisant quelques expéditions punitives contre des débits de boissons alcoolisées et des bars. Par la suite, et au courant de l'année 1982, avec le concours de certains de ses fidèles dont l'imam Chebouti Abdelkader, connu dans la Mitidja pour ses prêches enflammés, Mustapha Bouyali décide alors de rédiger un guide renfermant les grands axes de son action armée et constituer une organisation armée.

Plusieurs actions terroristes ont été portées à l'actif du MIA. La première eut lieu dans la nuit du 7 au 8 novembre 1982, en subtilisant une quantité d'explosifs de la carrière de Cap Djinet à Boumerdès (à l'Est de la capitale). L'une des plus connues a été celle de l'attaque de l'école de Police de Soumaâ de Blida (au Sud de la Capitale), dans la nuit du 26 au 27 août 1985, où un important lot d'armement et de munitions fut volé. Cette action criminelle a permis à cette organisation d'accroître sa capacité de nuisance armée et d'engager des affrontements directs avec les forces de sécurité.

Au cours de cette même période, des tracts et des cassettes audio ont été distribués, appelant ouvertement au "Djihad", tout en accusant le régime algérien de tyrannie et d'impiété. Mustapha Bouyali exhortait les Ulémas algériens à le soutenir

---

1. Mohamed Issami situe la genèse du MIA à l'année 1977, quand Mustapha Bouyali crée un groupe de réhabilitation des mœurs islamiques sous le nom «L'inhibition du mal» (*en'Nah'ye aan al-Mounker/النهي عن المنكر*), qui deviendra par la suite le Mouvement Islamique Algérien avant de prendre l'appellation de Mouvement Islamique Armé. Mohamed ISSAMI, **Les FIS et le Terrorisme : Au cœur de l'enfer**, Alger : Le Matin Editions, 2001, p.146. Selon Abou-Djerra Soltani, le Mouvement Islamique Armé est apparu sous cette appellation, pour la première fois en 1979, sous le règne du parti unique. Toutefois, le régime algérien avait caché cette vérité aux citoyens, et les médias, à l'époque, parlaient d'une association de criminels. Ce récit a été rapporté dans le livre d'Aboudjerra Soltani, **Les racines du conflit en Algérie**, paru en octobre 1995, cité par Mohamed MOKADEM, **Les Afghans algériens : De la Djamaâ à la Qa'ida**, Alger : Les éditions ANEP, 2002, p. 10. Quant à Liess Boukra, il situe l'apparition du MIA à l'année 1982, précisant toutefois, que l'activisme de Mustapha Bouyali remonte à l'année 1978, quand il fut influencé par un imam nommé Mohamed Doudi dit Abdelhadi, qui prêchait à la mosquée d'El-Achour/Alger. Liess BOUKRA, **Algérie, la terre sacrée**, op.cit., pp. 201-206.

théologiquement, et le peuple à rallier ses rangs, ce qui a permis à ce mouvement terroriste de prendre de l'ampleur et constituer des cellules clandestines, notamment à Tlemcen, Oran, Mostaganem, Constantine, Biskra, El-Oued, Batna et Tébessa.<sup>(1)</sup>

Au courant du mois d'octobre de l'année 1985, une vaste opération des forces de sécurité a permis l'arrestation de plusieurs leaders du MIA suivie du démantèlement de ses cellules clandestines, avec la neutralisation de son chef Mustapha Bouyali lors d'une opération menée le 3 février 1987 dans la région de Bougara, sur les hauteurs de Blida. Ainsi, la mort de Mustapha Bouyali mit-elle fin à la première tentative de prise du Pouvoir par la violence légitimée par l'Islam.

Toutefois, et même après le démantèlement du MIA, le substrat idéologique de cette mouvance islamiste est resté inaltéré, et l'activisme terroriste a resurgi avec le multipartisme.

## **2.2. Le multipartisme et la naissance du Front Islamique du Salut :**

Vers la fin des années 80, alors que l'Etat algérien traversait une crise financière provoquée par la baisse drastique des prix du pétrole et la diminution de ses réserves de change, une tension immense régnait au sein de la population en raison de l'affaiblissement de son pouvoir d'achat, de la hausse du chômage, et du sentiment d'injustice sociale et de marginalisation.

Le FLN et la classe politique en général sont pointés du doigt et mis en accusation. Les systèmes économique et politique, à l'origine de l'affaiblissement de l'Etat algérien, finiront par entrer en crise ouverte : grèves ouvrières, revendications culturalistes, création d'organisations de défense des droits de l'Homme et montée de l'Islamisme.

En l'absence d'une force politique capable de prendre en charge les revendications sociales de la population, le mouvement islamiste a réussi à récupérer ce mouvement contestataire et à s'afficher comme l'unique solution pour sortir de la crise, notamment lors des événements d'octobre 1988, qui ont connu des actions de protestation populaire à revendications sociales, socioprofessionnelles et syndicales, ainsi que des manifestations ayant porté atteinte à l'ordre public. Les masses populaires contestataires nourries par un désir de changement radical, espèrent trouver dans la religion une valeur refuge.

Le 5 février 1989, les textes de la nouvelle constitution furent publiés et soumis à la discussion populaire. On y relève la suppression des références au socialisme, la reconnaissance du droit à créer des associations à caractère politique et syndical, l'institution d'un conseil islamique et la restriction du rôle de l'armée à la défense. Cette nouvelle constitution est adoptée par référendum le 23 février 1989, à une large majorité politique, et le 5 juillet de la même année, la loi relative aux associations à caractère politique est promulguée.<sup>(2)</sup>

---

1. MOKADEM Mohamed, **Les Afghans algériens : De la Djamaâ à la Qa'ida**, Alger : Les éditions ANEP, 2002, p.10.

2. A noter que le dernier alinéa de l'article 5 de cette loi, stipule qu'aucune association à caractère politique ne peut fonder sa création et son action sur une base exclusivement confessionnelle, linguistique, régionaliste, d'appartenance à un seul sexe, à une seule race ou à un statut professionnel déterminé.

Parmi les partis politiques qui se sont constitués, figure le Front Islamique du Salut d'obédience islamiste, dont la création a été annoncée le 18 février 1989 à la mosquée Es'Sounna de Bab El-Oued à Alger par son Président Abassi Madani, suivie le 10 mars 1989 de la désignation de la composante de son conseil consultatif.

Une analyse socio-historique de la genèse du FIS, a démontré que même s'il n'existe pas véritablement de groupe structuré dont le FIS serait le prolongement, ses fondateurs sont néanmoins des anciens activistes de la mouvance islamiste, au sein notamment de l'association "El-Qiyam El-Islamiya" ou du MIA de Mustapha Bouyali, alors que les autres militants et sympathisants se sont greffés à ce parti, essentiellement par l'activation de différents réseaux préconstitués. La prison, les mosquées et les universités ont joué un rôle central de catalyseur, à la fois lieux de rencontres entre les fidèles issus de régions différentes, mais également matrices d'une expérience et d'une identité générationnelle commune.

Pour ce qui est de l'idéologie véhiculée par le Front Islamique du Salut, l'examen de sa composante permet d'établir que ce Parti regroupe dans ses rangs plusieurs courants islamistes, parfois contradictoires et opposés, dont certains partisans engageront, plus tard, une lutte intestine pour prendre le contrôle de son organe décisionnel qui est le conseil consultatif. Hormis les salafistes "traditionalistes", relativement éloignés de la politique et des Frères musulmans radicalisés, on retrouve au sein du FIS trois tendances dominantes, classées par ordre d'importance comme suit : la tendance Djihadiste,<sup>(1)</sup> la tendance Djaz'ariste<sup>(2)</sup> et enfin la tendance Takfiriste<sup>(3)</sup>.

### **2.3. La désobéissance civile et la déliquescence de l'Etat :**

La victoire du FIS aux élections communales du 12 juin 1990 et celles des assemblées populaires de Wilayas<sup>(4)</sup> a amené les dirigeants de ce parti à exiger la dissolution du parlement et la tenue d'élections législatives anticipées. Trois événements majeurs sont venus bouleverser le cours des événements, à savoir :

- Le déclenchement d'une grève générale à l'instigation d'Abassi Madani (du 24 mai 1991 jusqu'au 7 juin 1991) ;

---

1. Les partisans de cette tendance estiment que la Chari'a devrait être la source essentielle du gouvernement, et le Coran l'axe fondamental de la vie politique. Les adeptes de cette mouvance s'inspirent des productions théologiques d'Ibn Hanbal et Ibn Taymiya et leurs prolongements dans le Wahhabisme et la pensée radicale de Sayid Qotb. Cette tendance forme la frange dominante au sein du conseil consultatif du FIS, soit treize membres sur les trente cinq que compte ce conseil.

2. Les partisans de cette tendance ont pour objectif de nationaliser l'islamisme afin de l'adapter au contexte algérien. Certains analystes inscrivent la "Djaz'ara" dans le prolongement du mouvement réformiste d'Ibn Badis, d'autres y décèlent l'influence de Malek Bennabi. Contrairement au "salafisme", la tendance "Djaz'ara" ne dispose pas d'un ancrage intellectuel déterminé et spécifique, mais procède d'une somme d'emprunts à des idéologies contradictoires et opposées, qui prend la forme d'un compromis entre le nationalisme et l'islamisme. BOUKRA, **Algérie, la terre sacrée**, op.cit., pp. 156-159. Au sein du conseil consultatif du parti, neuf membres incarnent cette tendance.

3. Les partisans de cette tendance obéissent au principe d'Exil et d'Excommunication et défendent l'idée prônée par Sayid Qotb et l'indo-pakistanaise Abou al-Aâla al-Mawdoudi, selon laquelle l'apostasie se répand à partir de l'Etat pour s'étendre aux multitudes. L'excommunication peut ainsi être prononcée à l'Etat dont les lois ne sont pas fondées sur la Chari'a. Au sein du FIS, trois membres sont issus de cette tendance.

4. Le FIS obtient 54,25% des suffrages exprimés, contrôlant ainsi 32 des 48 Assemblées Populaires de Wilayas (APW) et 853 des 1.551 Assemblées Populaires Communales (APC).

- L'arrestation de certains membres dirigeants du parti, au terme d'une rencontre publique animée en juin 1991, par Abassi Madani et Ali Benhadj, lors de laquelle, ce dernier a lancé un appel pour la constitution de groupes armés ;<sup>(1)</sup>
- La diffusion par un membre fondateur du FIS, Saïd Makhloufi, d'un opuscule appelant à la désobéissance civile.

Etendant ses ramifications à tous les niveaux de la société algérienne et privilégiant les couches les moins nanties, l'islamisme apparaît comme la caractéristique principale du paysage politique national.<sup>(2)</sup> Le FIS, qui n'a jamais caché son intention de proclamer le "Djihad" en cas d'échec électoral, a utilisé ce cadre "légal" pour se préparer à l'action armée, au profit des tendances les plus radicales qui le composaient.

Au stade actuel de l'histoire de l'islamisme en Algérie, le FIS disposait de deux directions, la première "légal" représentée par le Bureau Exécutif Provisoire, chargé de la préparation des élections législatives, et la seconde "clandestine" réunie autour de la cellule de crise chargée de la préparation de la lutte armée et la constitution de groupes terroristes.

Les élections législatives tant réclamées par le FIS finirent par se dérouler le 26 décembre 1991, au scrutin majoritaire, soit en deux tours. Au terme du premier tour, le FIS obtient 47,27% des suffrages exprimés, le plaçant ainsi largement en tête, suivi du FLN (23,39%) et du FFS (7,4%). Il contrôle ainsi 188 des 231 sièges de l'assemblée nationale.

Voyant une victoire inévitable du FIS au second tour, lui offrant la possibilité de modifier la constitution algérienne et instaurer un Etat Islamique basé sur la Chari'a, la société civile se cristallise autour d'un "Comité national pour la sauvegarde de l'Algérie",<sup>(3)</sup> qui avait sollicité, à travers un appel rendu public le 30 décembre 1991, l'intervention de l'Armée Nationale Populaire, pour sauvegarder la démocratie et empêcher la prise du pouvoir par les Islamistes. C'est ainsi que l'assemblée générale fut dissoute le 04 janvier 1992, par décret présidentiel. Le Président Chadli Bendjedid remettra sa démission, le 11 janvier 1992. Elle sera suivie de l'annulation du second tour et la suspension de tout le processus électoral.

Le 14 janvier 1992, le Haut Conseil de Sécurité/HCS procède à l'installation d'un Haut Comité d'Etat présidé par Mohamed Boudiaf. Le 4 mars 1992, la chambre administrative de la Cour d'Alger prononce la dissolution du Front Islamique du Salut, et le 28 avril de la même année, la cour suprême confirme cette décision de justice.

---

1. Le 30 juin 1991, les deux principaux leaders du FIS, en l'occurrence Abassi Madani et Ali Benhadj sont interpellés par les services de sécurité et présentés par-devant le tribunal militaire de Blida, pour être condamnés à douze ans de prison ferme, pour le chef d'inculpation d'atteinte à la sûreté de l'Etat.

2. Aïssa KHELADI, **Le Fis à l'assaut du pouvoir**, Alger : Les éditions Marsa, 2002, p.7.

3. Mobilisé autour de l'Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA), de l'Association des Cadres de l'Administration (ANCAP), de l'Union Nationale des Entreprises Publiques (UNEP), de la Confédération Générale des Entreprises Privées (CGEP), la Fédération Nationale des Gestionnaires du Secteur Public (FNGSP), la Ligue Algérienne des Droits de l'Homme (LADH) et de différentes autres associations et partis politiques, notamment le Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD) et le Parti de l'Avant Garde Socialiste (PAGS).

#### **2.4. La proclamation du "Djihad" :**

Contrairement à certains récits qui situent la genèse de la violence islamiste en Algérie à l'arrêt du processus électoral de janvier 1992, les faits démontrent que le déclenchement de cette violence lui est antérieur. En effet, le 29 novembre 1991, soit bien avant l'arrêt de ce processus électoral, la caserne de Guemmar, dans la Wilaya d'El-Oued (à l'Est algérien) est attaquée par un groupe armé composé d'une soixantaine de terroristes (entre militants du FIS, membres du Syndicat Islamique des Travailleurs/SIT et ex-Afghans), sous la coupe d'un vétéran de la guerre d'Afghanistan, qui est également militant du FIS, le nommé Aïssa Messaoudi dit Tayeb Al-Afghani.

Cette attaque terroriste, qui a été imputée au Mouvement Islamique Armé, démontre indéniablement le choix de l'option armée comme moyen d'instaurer un Etat islamique, par la tendance la plus radicale au sein du FIS qui -dès le départ- avait refusé de recourir aux urnes.

Ne trouvant aucune autre issue, les militants islamistes, partisans du Djihad, entreront ainsi dans la clandestinité et œuvreront pour la constitution de groupes terroristes armés; moment dont ils avaient préparé la venue près d'une décennie auparavant. D'ailleurs, au lendemain même de la grève insurrectionnelle (mai/juin 1991), des militants islamistes de tendance djihadiste, sous la coupe d'Abdelkader Chebouti (un ancien du MIA) avaient décidé de mettre en place une organisation armée, qui sera baptisée plus tard le Mouvement de l'Etat Islamique/MEI et dont l'émirat a été confié à Saïd Makhloufi.

Parmi les personnages les plus emblématiques du Mouvement de l'Etat Islamique, figure Yekhllef Cherati, l'un des dirigeants du FIS, qui est entré dans la clandestinité après la grève insurrectionnelle, pour basculer avec d'autres Islamistes dans la préparation du passage au terrorisme armé en compagnie d'Abdelkader Chebouti. Alors membre du Bureau Exécutif Provisoire de la "cellule de crise" et également du conseil consultatif du MEI, Yekhllef Cherati jouera un rôle déterminant dans la tournure que prendront les événements.

Ainsi, au courant du mois de janvier 1992, Yekhllef Cherati lança sa première "Fatwa" appelant au "Djihad", suivie deux semaines plus tard, soit au début du mois de février, par une deuxième,<sup>(1)</sup> décrétant le Djihad "légal et immédiat". Les islamistes radicaux, partisans de la lutte armée, répondront favorablement à cet appel, en ralliant les maquis terroristes pour y constituer les différents groupes armés.

Ne pouvant désamorcer la charge de violence contenue dans les masses populaires, le processus de radicalisation prit fin ainsi une deuxième fois, avec le passage à l'acte.

### **3. La conduite du "Djihad", du GIA à AQMI :**

Après l'achèvement du processus de radicalisation avec le passage à l'acte, plusieurs groupuscules armés ont fait leur apparition, prônant l'instauration d'un Etat Islamique par la violence.

---

1. Cette deuxième Fatwa de Yekhllef Cherati, tout comme la précédente, fait suite à une rencontre tenue au début du mois de février 1992, dans la région de Sidi Moussa/Blida, ayant regroupé les "Bouyalistes", les dirigeants du FIS et le groupe d'El-Hidjra Oua Takfir, représenté par Noureddine Seddiki.

### **3.1. La multiplication des fronts djihadistes et leur unification :**

En marge de l'appel au Djihad lancé par Yekhllef Cherati, l'entrée en clandestinité de plusieurs militants du FIS ainsi que la constitution du Mouvement de l'Etat Islamique, d'autres groupuscules armés ont fait leur apparition dans les banlieues des centres urbains et les quartiers paupérisés, ne prêtant allégeance à aucun parti politique ni organisation terroriste, mais partageant une même idéologie, celle du Djihadisme.

La naissance du MEI n'avait, en réalité, eu que peu d'impact sur la réalité du terrain caractérisé par une prolifération de groupes armés autonomes. La politique de recrutement sélective du MEI, voire élitiste, et son refus d'intégrer les nombreux marginaux a favorisé l'irruption d'une multitude de groupuscules islamistes rivaux. Parmi les groupes les plus actifs, on retrouve ceux de Mohamed Allel dit Moh Leveilly, Yacine Amara dit Napoli, Mansouri Meliani dit Abdenour<sup>(1)</sup> et Ali Zouabri dit Alliouète.

Ces groupes autonomes constitués de jeunes marginaux désœuvrés, le plus souvent illettrés et délinquants, avaient émergé dans les banlieues des centres urbains, et leurs rayons d'action étaient limités aux périmètres urbains où ils évoluaient.

Durant cette même période, et voyant sa notoriété décroître, Abdelkader Chebouti multipliait les rencontres clandestines, à l'effet de coordonner l'action terroriste et dégager une direction nationale élargie aux autres organisations terroristes, notamment le groupe de Mohamed Allel et celui de Mansouri Meliani, dont l'activisme défrayait déjà la chronique.

Toutefois, le représentant du MEI a tenté vainement de regrouper l'ensemble des groupes armés sous sa coupe et partant, sous celle du FIS, en se considérant comme sa branche armée. A chaque fois, surgissaient des divergences aiguës, d'ordre doctrinal, tactique ou personnel, dont la principale souvent évoquée est le refus des dirigeants des groupes autonomes d'œuvrer sous une tutelle partisane.

Cette situation a amené Abdelhak Layada (successeur de Mohamed Allel) à se mettre à la tête des groupes réunis auparavant par Mansouri Meliani et Mohamed Allel, à prendre ses distances par rapport au MEI et au FIS, et à proclamer officiellement quelques temps plus tard, soit en octobre 1992, la naissance du Groupe Islamique Armé/GIA.

Dès la constitution du GIA, Abdelhak Layada annonce sa proximité avec le "Djihad Afghan", estimant que l'expérience afghane était la seule tentative musulmane à avoir adopté la voie du Djihad et réalisé la plupart de ses objectifs. Il estime que le Djihad est une obligation individuelle, dont l'objectif étant l'instauration d'un califat en Algérie, situant le GIA dans une double filiation, celle du Djihad afghan et celle du mouvement armé de Bouyali.

Au courant du mois de septembre 1993, les leaders du FIS dissous annoncent la création de l'Instance Exécutive à l'Etranger du parti, sous la présidence de Rabah

---

1. Mansouri Meliani se détachera, au courant du mois d'octobre 1991, d'Abdelkader Chebouti, pour créer sa propre organisation terroriste. Cautionné par Qari Saïd, Mansouri Meliani focalisera ses efforts principalement autour des partisans d'El-Hidjra Oua Takfir, constitués essentiellement des vétérans algériens de la guerre d'Afghanistan.

Kébir, avec Anouar Haddam et Kamr-Eddine Kharbane comme vice-présidents. Ce dernier, se trouvant alors à Khartoum au Soudan, en décembre 1993, annonce officiellement la naissance de l'Armée Islamique du Salut/AIS, la présentant comme étant la branche armée du FIS. Cette initiative avait pour principal objectif de se démarquer du GIA et récupérer les partisans du "Djihad" sous sa propre bannière.

Le 13 mai 1994, une rencontre a été tenue dans les maquis de Blida, regroupant les différents représentants des principaux groupes armés, notamment Gousmi Chérif pour le GIA, Saïd Makhloufi pour le MEI et Abderrezak Redjam et Lounis Belkacem pour le FIS. Notons par ailleurs l'absence des représentants des groupes de l'AIS.

Au terme de cette réunion, il a été décidé l'unification des rangs sous la bannière du GIA, en confiant son émirat à Gousmi Chérif. Un communiqué portant le titre «*Sur l'unification du Djihad en conformité avec le livre et la Sunna*» a été établi et co-signé par Abderrezak Redjam (pour le FIS), Saïd Makhloufi (pour le MEI) et Gousmi Chérif (pour le GIA).

### **2.3.2. Les "dérives" du GIA et son atomisation :**

Les accords d'unification des rangs terroristes ne feront pas long feu, car plusieurs des protagonistes les ayant conclus avaient pour intention non-avouée de récupérer ultérieurement le commandement au profit de leur propre fraction. Les premiers à s'être démarqués du GIA sont les membres de l'AIS, qui n'avait pas d'ailleurs pris part à cette rencontre de l'union, tout en infirmant le rattachement du FIS au GIA et déniaient toute représentativité politique à Abderrezak Redjam et Mohamed Saïd, qui avaient co-signé le communiqué de l'union du GIA au nom du FIS.

L'arrivée à la tête du GIA de Djemal Zitouni, le 27 octobre 1994, marque un tournant décisif dans la vie de cette entité terroriste. Ainsi, le nouveau chef du GIA inaugure son ère par une vague de liquidations physiques, qui a touché en premier les membres de tendance Djaz'Ara, à l'exemple de Tadjine Mahfoudh (son prédécesseur),<sup>(1)</sup> Abderreak Redjam et Mohamed Saïd. Vint ensuite une autre vague de liquidations menée contre les ex-Afghans et les terroristes étrangers (Marocains, Libyens et Tunisiens) venus combattre au sein du GIA. Un émissaire d'Oussama Ben Laden échappa, d'ailleurs, de peu à l'exécution,<sup>(2)</sup> et Djamel Zitouni continuait à refuser toute participation étrangère au sein du GIA. Des terroristes libyens, appartenant au Groupe Islamique Combattant (*al-Djamaa al-Islamiya al-Moukatila*/الجماعة الإسلامية المقاتلة), entrés clandestinement en Algérie dès 1993 pour combattre aux cotés du GIA furent également exécutés. Leur pratique de l'islam était jugée, par Djamel Zitouni et ses hommes comme étant "non conforme" à la doctrine du Salafisme djihadiste.<sup>(3)</sup>

Ainsi, les groupes ayant rallié le GIA en mai 1994 ont été décimés en 1995 par Djamel Zitouni, qui avait également poursuivi une campagne de terreur dès le mois

1. Voir Salima MELLAH, «Le mouvement islamiste algérien, entre autonomie et manipulation», Comité de Justice pour l'Algérie, dossier n°19, mai 2004. [https://www.algerie-tpp.org/tpp/pdf/dossier\\_19\\_mvt\\_islamiste.pdf](https://www.algerie-tpp.org/tpp/pdf/dossier_19_mvt_islamiste.pdf) [Consulté le 17 septembre 2020].

2. Lia BRYNJAR, **Architect of global jihad : The life of Al-Qaida Strategist Abu Mus'ab al-Suri**, publié par Columbia University Press, New-York, 2009, p.124, Cité dans Jean-Pierre FILIU, **Les neuf vies d'Al-Qaïda, Les neuf vies d'Al-Qaïda**, Paris : Librairie Arthème Fayard, 2009, p.67.

3. SIFAOU, op.cit., p. 90.

d'octobre 1994, en légitimant les viols et les mariages de jouissance, l'assassinat des étrangers, des journalistes, des épouses des éléments des forces de sécurité, des employés du secteur de la justice, des jeunes voyageurs (suspectés d'être des militaires du contingent), ainsi que les employés du secteur des hydrocarbures. Le 14 février 1996, coïncidant avec la célébration du 25<sup>ème</sup> anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures, le GIA menace de s'attaquer aux infrastructures économiques ainsi qu'aux firmes étrangères.

Le tableau qui suit démontre l'ampleur des attentats perpétrés par le GIA, en recourant à divers modes opératoires, durant la période allant de 1993 à 2000.

Tableau n°01 : Bilan des attentats terroristes en Algérie (1993 - 2000).

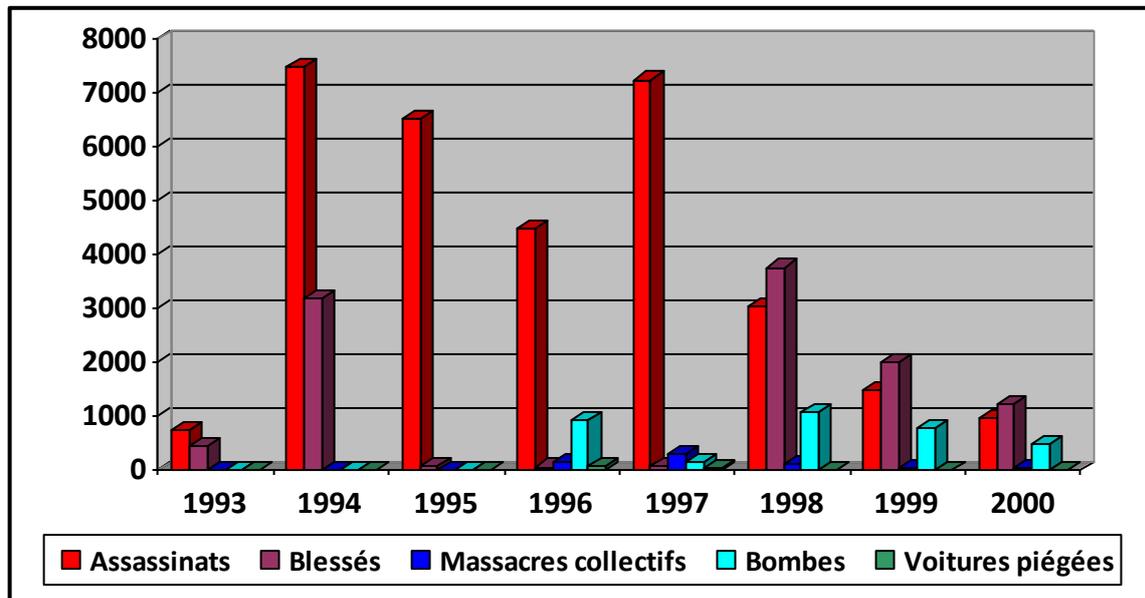
<b>Années</b>	<b>Assassinats</b>	<b>Blessés</b>	<b>Massacres collectifs</b>	<b>Bombes</b>	<b>Voitures piégées</b>
<b>1993</b>	744	432			
<b>1994</b>	7.473	3.172			
<b>1995</b>	6.524	56			
<b>1996</b>	4.475	52	155	915	69
<b>1997</b>	7.244	62	289	139	26
<b>1998</b>	3.042	3.759	102	1.082	
<b>1999</b>	1.475	1.987	40	775	
<b>2000</b>	957	1.211	42	490	

Source : Travaux du colloque international sur le terrorisme, tenu du 26 au 28 octobre 2002 à Alger.

Ainsi, entre 1994 et 1997, il est relevé une recrudescence des actes terroristes ; période caractérisée par la violence nihiliste poursuivie par les groupes du GIA, ainsi que par la concurrence accrue entre les différentes fractions pour se positionner, en tant que leaders dans la sphère du terrorisme. Par ailleurs, il est remarqué le recours dès 1996, aux massacres collectifs et l'utilisation des engins explosifs improvisés. Une innovation tactique a été également adoptée durant les deux années 1996 et 1997, qui consiste au piégeage des véhicules. Ces années d'extrême violence correspondent, comme signalé précédemment, au règne de Djamel Zitouni et Antar Zouabri, à la tête du GIA.

Ce constat est illustré à travers le graphique ci-dessous :

Graphique n° 01 : Répartition des attentats terroristes en Algérie par mode opératoire (1993 - 2000)



La vague de liquidations physiques menées par le GIA, et le massacre des populations civiles a conduit à l'isolement de Djamel Zitouni et à la perte du soutien extérieur<sup>(1)</sup> dont il bénéficiait, notamment ses réseaux de soutien logistique, ainsi que de l'appui des théologiens qui assuraient la couverture religieuse de ses actes, tels que le Palestinien Abou Quatada, le Syrien Abou Mossaâb et l'Égyptien Abou Hamza.

Au courant du mois de juillet 1995, les "Salafistes" libyens diffuseront un communiqué annonçant publiquement le retrait de leur soutien à Djamel Zitouni et à son groupe, tout en dénonçant la liquidation de leurs compatriotes dans les maquis algériens pour simples "divergences doctrinales" avec l'émir du GIA. Ayman Al-Dhawahiri, à la tête du Djihad égyptien, suivra la même démarche en diffusant un communiqué pour se démarquer du GIA.<sup>(2)</sup>

Les terroristes du GIA se sont ainsi engagés dans de violentes luttes intestines, tout en restant farouchement attachés à leur indépendance. Cet attachement a conduit au refus de toute velléité d'allégeance à l'organisation Al-Qaïda, et à la rupture entre Djamel Zitouni et le chef spirituel d'Al-Qaïda, Oussama Ben Laden, qui voulait financer ce nouveau foyer du Djihad apparu en Algérie. Installé au Soudan depuis 1991, Oussama Ben Laden a sans doute assisté le GIA dans sa campagne de terreur en Algérie, mais ce soutien était loin d'être déterminant et n'a surtout pas été accompagné d'une contrepartie politique.<sup>(3)</sup>

1. Pour plus d'informations se rapportant aux réseaux du GIA à l'étranger, se référer à Antoine Sfeir, **Les réseaux d'Allah, Les filières islamistes en France et en Europe**, Paris : Les éditions Plon, 2001 et Fabrice DE PIERREBOURG, **Montréalisme, enquête sur la mouvance islamiste**, Québec : Les éditions Stanké, 2007.

2. SIFAOU, op.cit., p.113.

3. Jason BURKE, **Al-Qaïda, la véritable histoire de l'Islam radical**, Paris : Les éditions La découverte, 2005, p. 224, cité par FILIU, **Les neuf vies d'Al'Qaïda**, op.cit., p. 67.

En fait, Ben Laden était très inquiet des dérives sanguinaires des "Djihadistes" algériens, estimant que les exactions contre les civils étaient inadmissibles d'un point de vue islamique et contre-productives d'un point de vue politique.<sup>(1)</sup>

Cette situation a fait perdre, ainsi, au GIA le soutien idéologique dont il bénéficiait de la part de certains théologiens étrangers, de celui des populations en raison de l'excommunication prononcée à leur encontre, et de certains groupes terroristes en raison de la guerre fratricide qu'il leur a livrée. Le Groupe Islamique Armé s'est retrouvé, de ce fait, isolé de son environnement ambiant.

La diminution de la capacité de nuisance du GIA résulte également de la dynamique engagée par l'Etat algérien, pour lutter contre le terrorisme, notamment par ses appels à la repentance dans le cadre des lois de Clémence (1995/1998)<sup>(2)</sup> et de Concorde civile (2000),<sup>(3)</sup> le redéploiement des forces combinées (Armée, Gendarmerie Nationale et Sûreté Nationale) et la mobilisation citoyenne, par la création de forces auxiliaires représentées par les Groupes de Légitime Défense/GLD, le corps de la Garde Communale et enfin les groupes de Citoyens volontaires, communément appelés "les Patriotes".

L'unification des rangs "djihadistes", sous la houlette du GIA, fut ainsi, de courte durée. La rivalité des émirs pour le contrôle de la nébuleuse islamiste et la cruauté des massacres ont conduit un certain nombre de chefs terroristes à se démarquer de l'organisation mère, laissant place à l'ère des dissidences. Ainsi, plusieurs entités terroristes sont apparues, dont les plus importantes sont :

- La Ligue Islamique pour la Prédication et le Djihad/ LIPD ;
- Djamaât Houmat ed'Daoua es'Salafia/ DHDS ;
- Le Groupe Sunnite pour la Prédication et le Djihad/ GSPD ;
- Le Groupe Salafiste Combattant/ GSC ;
- Le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat/ GSPC ;

Les groupes terroristes relevant de l' AIS, sous le commandement de Madani Mezrag, proclameront une trêve à partir d'octobre 1997. Ils furent suivis plus tard par ceux de la LIPD et une partie du GIA, avant de rompre définitivement avec l'activisme terroriste et déposer les armes, dans le cadre des dispositions réglementaires de la loi de la Clémence et celle de la Concorde Civile. Les autres fractions terroristes finiront par rejoindre le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat/GSPC, à l'exception de Djamaât Houmat ed'Daoua es'Salafia/DHDS et un groupe résiduel du GIA, prétextant des divergences d'ordre doctrinal.

---

1. OULD MOHAMED SALEM Lemine, **L'histoire secrète du Djihad : D'Al-Qaïda à l'Etat islamique**, Paris : Edition Flammarion, 2018, p.77.

2. La loi de Clémence (قانون الرحمة) est une grâce amnistiante qui prévoit une exonération des poursuites judiciaires, pour les terroristes qui déposent les armes auprès des services de sécurité. Elle correspond à l'ordonnance n°95/12, du 25 février 1995. Cette loi exclut les personnes ayant commis ou étaient complices ou instigateurs de massacres collectifs, de viols ou d'utilisation d'explosifs dans les lieux publics. Journal Officiel de la République Algérienne, n°11, du 1 mars 1995, pp. 9-10.

3. La loi portant sur la Concorde civile (الوئام المدني) est la grâce amnistiante, adoptée par le parlement le 8 juillet 1999. Elle correspond à la loi n°99/08 du 13 juillet 1999. Journal Officiel de la République Algérienne, n°46, du 13 juillet 1999, pp. 3-7

### 3.3. La reconduite du "Djihad" avec le GSPC :

Sur les circonstances de la naissance du Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat, plus connu sous l'acronyme du GSPC, son fondateur Hassan Hattab relate dans une interview accordée le 14 mars 2009, au journaliste Mohamed Mokadem, les péripéties l'ayant amené à se démarquer du GIA dont il était l'émir de la zone 2, pour fonder le GSPC, en septembre 1998.<sup>(1)</sup>

En somme, il précise que la principale motivation de sa défection du GIA, concerne les dérives doctrinales de ses chefs, notamment Djamel Zitouni et Antar Zouabri, qui se sont traduites sur le terrain par des vagues de liquidations, non seulement au sein du GIA lui-même, mais également à l'encontre des populations civiles.<sup>(2)</sup>

Selon les révélations faites par le terroriste repentini Mohamed Berrached,<sup>(3)</sup> devant la cour de Tizi-Ouzou, le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat doit son nom à Oussama Ben-Laden, qui l'avait choisi vers la fin du mois d'août 1998. Toutefois, cette information n'a pas été confirmée par d'autres éléments du GSPC y compris son fondateur. Il précise également que la naissance du GSPC avait coïncidé avec la création, par le chef d'Al-Qaïda, le 23 février de la même année, du "Front Islamique Mondial pour le Djihad contre les Juifs et les Croisés".

D'année en année, le GSPC finit par faire rallier sous sa bannières les principales entités terroristes ayant fait défection du GIA, et connait son apogée entre 1999 et 2003, avec un effectif avoisinant un millier d'hommes armés, répartis à travers cinq zones<sup>4</sup> qui lui sont propres et gardant le même découpage que celui du GIA:<sup>(5)</sup>

Le 17 août 2003, Hassan Hattab se retire de l'émirat du GSPC, pour être remplacé par Nabil Sahraoui dit Abou Ibrahim, lequel est neutralisé le 17 juillet 2004, et Abdelmalek Deroukdal lui succède à la tête du GSPC. Durant l'émirat de Deroukdal à la tête du GSPC, cette entité finira par prêter allégeance à Oussama Ben Laden, et deviendra la

1. Mohamed MOKADEM, «Interview avec Hassan Hattab, fondateur du GSPC», du 7 novembre 2005. [https://www.mettransparent.com/old/texts/alhayat\\_interview\\_hassan\\_hattab.htm](https://www.mettransparent.com/old/texts/alhayat_interview_hassan_hattab.htm) [Consulté le 11 novembre 2020].

2. Au courant de l'année 1997, Antar Zouabri diffuse un communiqué prononçant l'excommunication absolue (التكفير المطلق) du peuple algérien. Cette excommunication s'est traduite sur le terrain par la recrudescence des massacres collectifs, notamment ceux du 22 septembre 1997 à Bentalha/Alger, du 23 décembre 1997 à Tيارت et Tissemsilt, du 28 août 1997 à Raïs/Sidi Moussa/Alger, du 30 décembre 1997 à Kherarba, Ouled Sahnine et Ouled Tayeb dans la Wilaya de Relizane et du 11 janvier 1998, à Sidi Hamad (localité située entre Meftah et Bougara/Blida). Algeria-Watch : Dossier Algérie, Chronologie d'une tragédie cachée, du 3 juin 2018. [http://www.algeria-watch.org/fr/mrv/2002/aw\\_dossier\\_2002.htm](http://www.algeria-watch.org/fr/mrv/2002/aw_dossier_2002.htm) [Consulté le 22 août 2020].

3. MOKADEM, *Les Afghans algériens : De la Djamaâ à la Qa'ïda* op.cit., p. 78.

<sup>4</sup> La zone (1), couvrant les Wilayas de Médéa, Ain-Defla, Tissemsilt, Chlef. La zone (2), couvrant les Wilayas de Blida, Boumerdès, Bouira, Tizi-Ouzou et Béjaïa. La zone (5), couvrant les Wilayas de Batna et Tébessa. La zone (6), couvrant les Wilayas de Jijel, Sétif et Skikda. La zone (9), couvrant les Wilayas de M'Sila, Djelfa, Biskra et le Sud Algérien.

5. Les zones (3), (4), (7) et (8) qui relevaient de l'ancien découpage du GIA ont été dissoutes. Liess BOUKRA, «Du Groupe Salafiste pour le Combat (GSPC) à la Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI)», The African Centre for the Study and Research on Terrorism (ACSRT), *African Journal for the prevention and Combating of Terrorism*, juin 2010, pp. 35-57, pp. 44-46.

branche maghrébine d'Al-Qaïda, sous l'appellation de l'Organisation d'Al-Qaïda au Pays du Maghreb Islamique, plus connue sous l'acronyme d'AQMI.

### **3.4. La naissance de l'Organisation d'Al-Qaïda au pays du Maghreb Islamique :**

Au début du mois de septembre de l'année 2006, et à l'occasion du cinquième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001, le numéro 2 d'Al-Qaïda, Ayman Al-Dhawahiri, annonce dans une interview accordée à la fondation As-Sahab,<sup>(1)</sup> le ralliement du GSPC à la Base du Djihad (*Qaïdate al-Djihad/قاعدة الجهاد*).<sup>(2)</sup>

Deux jours plus tard, le GSPC diffuse un communiqué annonçant son ralliement à l'Organisation d'Al-Qaïda et son allégeance à Oussama Ben Laden.<sup>(3)</sup> Le 24 janvier 2007, dans un autre communiqué diffusé dans divers forums "Djihadistes", le GSPC annonce le changement de son appellation, pour devenir l'Organisation d'Al-Qaïda au Pays du Maghreb Islamique.<sup>(4)</sup> Cette dernière devient alors, la quatrième branche armée d'Al-Qaïda, après celles établies en Afghanistan, en Irak et dans la Péninsule Arabique.

En abordant les péripéties du ralliement du GSPC à l'organisation d'Al-Qaïda, Hassan Hattab précise lors d'un entretien accordé le 17 mars 2009, à un journaliste d'El-Hayat, que le rapprochement du GSPC à Al-Qaïda a été initié dès l'arrivée de Nabil Sahraoui à la tête du GSPC, soit à partir d'août 2003. Nabil Sahraoui a dès lors engagé des contacts directs avec les responsables des réseaux d'Al-Qaïda, évoluant aux frontières Pakistano-afghanes, leur proposant son ralliement à l'organisation d'Oussama Ben-Laden. Son successeur, en août 2004, Abdelmalek Deroukdal avait poursuivi cette même lancée.<sup>(5)</sup> Ce ralliement a finalement été concrétisé en septembre 2006.

Toujours dans ce même entretien, Hassan Hattab souligne que l'adhésion du GSPC à Al-Qaïda n'a été que superficielle, ajoutant que cette proposition a été faite au GIA, du temps de Djamel Zitouni, quand Ayman Al-Dhawahiri lui avait dépêché une délégation au courant de l'année 1995, pour discuter du ralliement du GIA à Al-Qaïda. Toutefois, Djamel Zitouni avait décliné cette offre, prétextant certaines divergences d'ordre doctrinal, alors que certains membres du GIA avaient accueilli favorablement cette proposition d'adhésion.

Un autre émissaire de nationalité yéménite, relevant d'Al-Qaïda, du nom de Mohamed Alwan Abdelwahid, a été dépêché auprès de Hassan Hattab au courant de l'année 2001, pour concrétiser la coopération entre les deux organisations (Al-Qaïda et le GSPC). Il fut neutralisé par l'armée algérienne, en septembre 2002, dans la région de

1. La fondation As-Sahab des publications islamiques (مؤسسة السحاب للإصدارات الإسلامية) est une maison de production proche d'Al-Qaïda, qui met en ligne les messages de propagande de cette organisation depuis 2005. Elle est considérée comme l'organe privilégié de diffusion des messages d'Al-Qaïda.

2. La vidéo de cette interview a été mise en ligne le 11 septembre 2006, à l'adresse : <http://www.shamikh1.net/vb> [Consulté le 21 janvier 2011].

3. Communiqué intitulé « بيان و بشرى بانضمام الجماعة السلفية للدعوة و القتال إلى تنظيم قاعدة الجهاد » (Communiqué et bonne nouvelle de ralliement du GSPC à l'organisation d'Al-Qaïda), du 13 septembre 2006. <http://www.tawhed.ws> [Consulté le 21 janvier 2011].

4. Communiqué du GSPC intitulé « إشعار بتغيير التسمية » (Notification de changement d'appellation), du 24 janvier 2007. <http://www.mojahden.net> [Consulté le 21 janvier 2011].

5. Mokadem, «Interview avec Hassan Hattab, fondateur du GSPC», op.cit.

Merouana, dans la Wilaya de Batna. Au même titre que l'émir du GIA, le chef du GSPC de l'époque, en l'occurrence Hassan Hattab avait également refusé toute fusion avec Al-Qaïda.

Pour sa part, Abou Mohamed Abdelber, ancien responsable de la commission de l'information du GSPC, affirme dans un entretien accordé le 16 mars 2009 à un journaliste d'El-Hayat, que le ralliement du GSPC à Al-Qaïda n'était pas le résultat d'une longue réflexion, mais le fruit d'un concours de circonstances. Il précise à ce sujet que le GSPC avait sollicité au courant de l'année 2004, Abou Mossaab Al-Zerkaoui, alors émir d'Al-Qaïda en Mésopotamie, pour exercer une pression sur la France par le ciblage de ses intérêts en Irak, afin de la contraindre à libérer leur acolyte, l'Algérien Amari Saïfi dit Abderrezak El-Para (responsable de la Zone Saharienne), capturé par le Mouvement pour la Démocratie et la Justice au Tchad/MDJT, connu pour sa proximité avec la France. N'ayant pas pu concrétiser cette libération, du fait que Abderrezak El-Para fut extradé vers l'Algérie, les chefs des deux organisations terroristes (GSPC et la branche Irakienne d'Al-Qaïda) avaient convenu néanmoins de rester en contact, en raison de leur proximité idéologique.

Justifiant le ralliement du GSPC à Al-Qaïda, Abou Omar Abdelber précise qu'entre 2005 et 2006, le GSPC souffrait d'une perte de légitimité, principalement en raison du projet de loi portant sur la Charte pour la Paix et la Réconciliation Nationale<sup>(1)</sup> que la nouvelle chefferie du GSPC voulait à tout prix saborder.

En réalité, cette perte de légitimité est le résultat d'une succession d'événements majeurs, qu'on pourrait résumer comme suit :

- La diminution de la capacité de nuisance des groupes relevant du GSPC, notamment après la vague de repentance des groupes de l' AIS à titre collectif, et une partie du GIA et du GSPC, dans le cadre des lois portant sur la Concorde civile, suivies de celle de Clémence et de la Charte pour la Paix et la Réconciliation Nationale/CPRN. A ce titre, il a été comptabilisé près de 6.000 repentis ;<sup>(2)</sup>

- L'adoption, par référendum, par la grande majorité du peuple algérien de la loi portant sur la CPRN, qui a fait perdre au GSPC sa légitimité et le projet politique auquel il ambitionnait, ainsi que l'altération du soutien d'une frange de la population qui voyait dans la CPRN un projet de société permettant aux membres des groupes terroristes de déposer les armes et recouvrer une vie normale ;

- Le repentir du fondateur du GSPC Hassan Hattab, suivi de son appel à la réconciliation nationale, toujours au nom du GSPC et en sa qualité d'émir de cette organisation ;

---

1. Il s'agit de l'ordonnance n°2006-01 du 27 février 2006, portant mise en œuvre de la Charte pour la Paix et la Réconciliation Nationale, dont l'article 5 stipule que l'action publique est éteinte à l'égard de toute personne qui, dans un délai maximum de six mois à compter de la publication de la présente ordonnance au Journal officiel, soit à partir du 17 avril 2006, se présente volontairement aux autorités compétentes, cesse de commettre les faits prévus par les dispositions des articles 87 bis, 87 bis 1, 87 bis 2, 87 bis 3, 87 bis 6 (alinéa 2), 87 bis 7, 87 bis 8, 87 bis 9 et 87 bis 10 du code pénal (les faits qualifiés de terrorisme) et remet les armes, munitions, explosifs et tout autre moyen en sa possession. Journal Officiel de la République Algérienne, n°11, du 28 février 2006, pp. 3-7.

2. Le général MAIZA Abderrezak, «L'engagement de l'Armée Nationale Populaire face au terrorisme», Travaux du colloque international sur le terrorisme, tenu du 26 au 28 octobre 2002 à Alger.

- La perte de légitimité religieuse qui entourait le Djihad national, grâce à la contribution de théologiens musulmans considérés comme une référence doctrinale pour le courant salafiste, à l'image des Saoudiens Ibn Baz, El-Outheïmine et El-Albani. Ces derniers avaient lancé des Fatwas délégitimant le "Djihad" en Algérie, ôtant même ce qualificatif au combat mené par ses groupes armés ;<sup>(1)</sup>

- Le repentir d'autres responsables et membres du GSPC ayant répondu aux appels à la repentance et à ceux portant sur l'illégitimité du Djihad en Algérie ;

- La mise hors d'état de nuire de bon nombre d'éléments du GSPC, lors des opérations de lutte antiterroriste menées par les forces militaires et les services de sécurité, ce qui a permis la réduction de la capacité de nuisance armée de cette organisation terroriste. Ainsi, entre 1992 et 2002, il a été enregistré la neutralisation de 15.200 terroristes et la présentation par-devant les instances judiciaires de 30.000 personnes (terroristes et éléments de soutien) ;<sup>(2)</sup>

- Le tarissement des ressources de recrutement et de financement du GSPC ;

- La destruction de plusieurs camps et refuges terroristes, ayant permis la pacification des territoires qui étaient connus pour être des zones d'évolution des groupes terroristes, ce qui a fait perdre au GSPC les espaces de domination et les territoires réels qu'il contrôlait ;

- L'engagement de politiques de déradicalisation et de prévention contre la radicalisation, sous leurs différents aspects, notamment politique, religieux, sociétal, économique, médiatique et diplomatique, ainsi que la mise en place d'une batterie de mesures de réinsertion des repentis dans la vie sociale.

Ainsi, le GSPC devait faire face à ces événements qui avaient secoué ses rangs et affecté son influence, et agir en conséquence pour dénigrer la Charte pour la Paix et la Réconciliation Nationale, discréditer les actions de Hassan Hattab et se démarquer de ses partisans qui avaient rejoint son camp. La résilience du GSPC lui a permis de récupérer sous sa coupe le groupe résiduel du GIA<sup>(3)</sup> et celui de la DHDS, avant de devenir un acteur transnational, unique option garantissant sa survie.

Ainsi, depuis l'apparition des groupes armés en Algérie, du Mouvement Islamique Armé/MIA à l'Organisation d'Al-Qaïda au Pays du Maghreb Islamique, en passant par le Groupe Islamique Armé/GIA et l'Armée Islamique du Salut/AIS, la portée internationale du terrorisme islamiste n'a jamais été aussi explicite que du temps de Nabil Sahraoui et Abdelmalek Deroukdal à la tête du GSPC. La naissance d'AQMI avait couronné cette transnationalisation qui s'est traduite sur plusieurs plans, à savoir ;

---

1. Ces Fatwas avaient convaincu plusieurs groupes du GSPC à renoncer à l'activité armée. Le plus important de ces groupes fut la Phalange «El-Ghouraba» qui opérait dans la région de Bouira et sa périphérie.

2. Norwegian Refugee Council/Global IDP Project, Profile of Internal Displacement: Algeria, Compilation of the information available in the Global IDP Database of the Norwegian Refugee Council (as of 18 March, 2005), p. 11. <https://www.refworld.org/pdfid/4059b7b34.pdf> [accessed on November 18, 2020].

3. Cette adhésion a été concrétisée au courant de l'année 2009.

- Son organisation, en fédérant les différentes entités terroristes partageant le même espace géographique, notamment ceux opérant en Afrique du Nord, dans la région sahélo-saharienne et enfin en Afrique de l'Ouest.
- Son idéologie, avec un basculement dans la définition de l'ennemi, distinguant l'ennemi proche qui est le gouvernement algérien qu'il faut renverser car faussement musulman et l'ennemi lointain, présenté dans la propagande d'Al-Qaïda, sous le nom de la civilisation judéo-croisée, allusion aux Etats Unis et à l'Europe.
- Le choix de ses cibles, en se focalisant sur les cibles occidentales qualifiées d'ennemis lointains, en conformité avec l'idéologie d'Al-Qaïda et sa logique de Djihad global ;
- Son mode opératoire, en recourant aux attentats suicides et aux attaques synchronisées, comme signature d'Al-Qaïda ;
- Sa politique de communication et de propagande, en affichant ouvertement via les différents forums "Djihadistes" sa proximité avec d'Al-Qaïda/Centrale et les diverses branches qui lui sont affiliées ;

### **Conclusion :**

La mise du GSPC sous la houlette d'Al-Qaïda est la résultante d'un échec signalé par la réduction drastique de ses capacités de nuisance militaire, le tarissement de ses ressources de recrutement, la perte de la légitimité religieuse et son isolement politique. La décision de l'intégration du GSPC à Al-Qaïda a été prise en septembre 2005, sur recommandation du dirigeant de sa branche irakienne. La période de probation imposée par Al-Qaïda au GSPC a duré toute une année. Le GSPC décrochera enfin l'approbation de Ben-Laden pour la modification de son appellation, en janvier 2007, pour devenir Al-Qaïda au Maghreb Islamique. Cette reconversion va se traduire par une série de ruptures inaugurales et de mutations aux plans doctrinal, opérationnel et stratégique.

Le ralliement du GSPC à l'organisation d'Al-Qaïda offre à chacun un avantage particulier : Pour le GSPC, c'est l'opportunité d'acquérir un label international, lui permettant un regain de légitimité, d'asseoir sa notoriété sur le plan international et d'étendre ses capacités de recrutement. Pour l'organisation d'Oussama Ben-Laden, c'est l'occasion d'étendre son influence et son idéologie dans cette partie du monde musulman, où elle était jusque-là en retrait.

AQMI a été la seule entité à avoir réussi à rassembler sous sa coupe l'ensemble des groupes terroristes activant en Algérie, dont le groupe résiduel du GIA et ceux de la DHDS. Sa mutation a permis l'intégration d'autres entités terroristes évoluant notamment, en Tunisie, en Libye et au Sahel, devenant de ce fait la source principale de menace terroriste dans toute la région.

## Bibliographie

- AÏT-AOUDIA Myriam, «La naissance du Front Islamique du Salut : une politisation conflictuelle (1988-1989)», Critique internationale, n°30, janvier-mars 2006, pp. 129-144.

-Algeria-Watch : Dossier Algérie, Chronologie d'une tragédie cachée, du 3 juin 2018. [http://www.algeria-watch.org/fr/mrv/2002/aw\\_dossier\\_2002.htm](http://www.algeria-watch.org/fr/mrv/2002/aw_dossier_2002.htm) [Consulté le 22 août 2020].

- Azine Djamila & BOUBEZBAR Abdelhamid, **L'Islamisme algérien, de la genèse au terrorisme**, Alger : Chihab Editions, 2002.

- BENKOBBI Salih, **L'Algérie dans tous ses états**, Alger : Casbah Editions, 2009.

. BOUKRA Liess, **Algérie, la terre sacrée**, Paris : Edition Favra, 2002.

- BOUKRA Liess, «Du Groupe Salafiste pour le Combat (GSPC) à la Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI)», The African Centre for the Study and Research on Terrorism (ACSRT), African Journal for the prevention and Combating of Terrorism, juin 2010, pp. 35-57.

- DE PIERREBOURG Fabrice, **Montréalistan, enquête sur la mouvance islamiste**, Québec : Les éditions Stanké, 2007.

- FILIU Jean-Pierre, **Les neuf vies d'Al-Qaïda**, Paris : Librairie Arthème Fayard, 2009.

- GUENTARI Mohamed, **Organisation politico-administrative et militaire de la révolution algérienne de 1954 à 1962**, 2ème vol, Alger : Office des Publications Universitaires, 1994.

-HARBI Mohamed, **Repenser le nationalisme algérien**, Mélanges Charles-Robert AGERON, études réunies et préfacées par Abdeljelil TEMIMI, Tome 2, Tunisie : Les éditions Ftersi, 1996.

-HARBI Mohamed, **1954, La guerre commence en Algérie**, Les éditions Barzakh, Alger, 2009.

. ISSAMI Mohamed, **Les FIS et le Terrorisme : Au cœur de l'enfer**, Alger : Le Matin Editions, 2001.

-KHELADI Aïssa, **Le Fis à l'assaut du pouvoir**, Alger : Les éditions Marsa, 2002.

-LAMCHICHI Abderrahim, «Islamisme et violence politique», Confluences, n°20, Hiver 1996-1997, pp. 9-20.

-MARTINEZ Luis, «Les causes de l'islamisme en Algérie», Centre des Etudes en Relations Internationales, Alternatives internationales, janvier 2000. <https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01064873/document> [Consulté le 17 septembre 2020].

-MELLAH Salima, «Le mouvement islamiste algérien, entre autonomie et manipulation», Comité de Justice pour l'Algérie, dossier n°19, mai 2004. [https://www.algerie-tpp.org/tpp/pdf/dossier\\_19\\_mvt\\_islamiste.pdf](https://www.algerie-tpp.org/tpp/pdf/dossier_19_mvt_islamiste.pdf) [Consulté le 17 septembre 2020].

-MERAD Ali, **Le réformisme musulman en Algérie de 1925 à 1940**, Paris : Les éditions Mouton, 1967.

- MOKADEM Mohamed, **Les Afghans algériens : De la Djamaâ à la Qa'ïda**, Alger : Les éditions ANEP, 2002.

-MOKADEM Mohamed, «Interview avec Hassan Hattab, fondateur du GSPC», du 7 novembre 2005.  
[https://www.mettransparent.com/old/texts/alhayat\\_interview\\_hassan\\_hattab.htm](https://www.mettransparent.com/old/texts/alhayat_interview_hassan_hattab.htm)  
[Consulté le 11 novembre 2020].

-Norwegian Refugee Council/Global IDP Project, Profile of Internal Displacement: Algeria, Compilation of the information available in the Global IDP Database of the Norwegian Refugee Council (as of 18 March, 2005), p. 11.  
<https://www.refworld.org/pdfid/4059b7b34.pdf> [accessed on November 18, 2020].

-OULD MOHAMED SALEM Lemine, **L'histoire secrète du Djihad : D'Al-Qaïda à l'Etat islamique**, Paris : Edition Flammarion, 2018.

- Sfeir Antoine, **Les réseaux d'Allah, Les filières islamistes en France et en Europe**, Paris : Les éditions Plon, 2001 et Fabrice DE PIERREBOURG, **Montréalistan, enquête sur la mouvance islamiste**, Québec : Les éditions Stanké, 2007.

-SIFAOUI Mohamed, **Al-Qaïda au Maghreb Islamique : Le groupe terroriste qui menace la France**, Paris: les éditions Encre d'Orient, 2010.